
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 76

Bill 76

Loi favorisant un crédit spécial pour
les producteurs agricoles au cours de
périodes critiques

An Act to promote special credit to
agricultural producers during critical
periods

Première lecture

First reading

M. TOUPIN



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972

Projet de loi 76

Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

a) « agriculture »: la culture du sol en vue de la vente de ses produits ou l'élevage des animaux de ferme en vue de leur vente ou de celle de leurs produits;

b) « production désignée »: une production agricole ou une phase particulière d'une production agricole désignée comme telle dans l'arrêté en conseil décrétant une période critique aux fins de l'application de la présente loi;

c) « région désignée »: toute partie du territoire agricole du Québec désignée comme telle dans l'arrêté en conseil décrétant une période critique aux fins de l'application de la présente loi;

d) « période critique »: la période concomitante ou consécutive à un désastre naturel qui crée une situation d'urgence chez un certain nombre de producteurs ou la période au cours de laquelle un affaissement inopiné et incontrôlable des prix de vente d'une production désignée affecte sérieusement un nombre important de producteurs et que le lieutenant-gouverneur en conseil reconnaît comme telle pour le temps qu'il indique; les arrêtés en conseil indiquant le début et la fin d'une pé-

Bill 76

An Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean or designate:

(a) "agriculture": cultivation of the soil to sell its produce or the raising of livestock for sale or for sale of their produce;

(b) "designated production": agricultural production or a particular phase of agricultural production designated as such in the order in council decreeing a critical period for purposes of the application of this act;

(c) "designated area": any part of the agricultural land of the province of Québec designated as such in the order in council decreeing a critical period for the purposes of the application of this act;

(d) "critical period": the period concomitant with or consecutive to a natural disaster which creates an emergency situation for a certain number of producers or the period during which an unforeseen and uncontrollable collapse in the selling prices of a designated production seriously affects a large number of producers and that the Lieutenant-Governor in Council acknowledges as such for the time that he indicates; the orders in council indicating the beginning and end of a period must be

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour but d'instituer un régime de crédit spécial en faveur des producteurs agricoles lorsqu'un désastre naturel a provoqué chez ces producteurs une situation d'urgence ou lorsque le prix de vente d'une production agricole déterminée par le gouvernement subit une baisse inopinée et incontrôlable qui affecte sérieusement un nombre important de producteurs.

Le gouvernement détermine s'il s'agit d'une période qui présente les caractéristiques mentionnées au premier alinéa et il en indique le début et la fin dans un arrêté en conseil publié dans la Gazette officielle du Québec. Au cours d'une telle période et pendant le délai additionnel que le gouvernement peut fixer, les producteurs qui en ont besoin peuvent obtenir d'une banque ou d'une caisse d'épargne et de crédit, pour le montant maximum déterminé en vertu du projet de loi, un emprunt qui est garanti par le gouvernement du Québec.

En outre, lorsqu'il le décrète par règlement, le gouvernement peut payer une partie de l'intérêt sur l'emprunt contracté par un producteur.

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to establish a special credit plan for agricultural producers when a natural disaster has created an emergency situation for such producers or when the selling price of an agricultural production determined by the Government undergoes an unforeseen and uncontrollable collapse which seriously affects a significant number of producers.

The Government determines if the period has the characteristics mentioned in the first paragraph and indicates its beginning and end in an order in council published in the Québec Official Gazette. During such period and during the additional delay which the Government may fix, the producers in need may obtain from a bank or a savings and credit union, a loan up to the maximum amount determined under the bill, guaranteed by the Government of the Province of Québec.

Also, when the Government so orders by regulation, it may pay part of the interest on the loan made by a producer.

riode doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

e) « désastre naturel »: dommages majeurs causés par certains éléments ou par des dérèglements de la nature, tels:

i. les sécheresses, les ouragans, les tornades, les vents violents, les tremblements de terre, les glissements de terrain, les orages électriques, les pluies excessives, les inondations, la grêle, les gelées et les fortes tempêtes de neige;

ii. les incendies de toute origine devenus incontrôlables;

iii. une prolifération d'insectes échappant à un contrôle normal et affectant sérieusement une production désignée; et

iv. les maladies des plantes et des animaux, lorsque leur propagation atteint l'état épidémique et affecte sérieusement une production désignée;

f) « certificat »: un certificat émis par l'Office en vertu de l'article 2 autorisant un producteur à contracter un emprunt auprès d'un prêteur;

g) « date d'émission d'un certificat »: la date apparaissant sur le certificat;

h) « producteur »: une personne directement engagée à son propre compte, en agriculture ou dans une production désignée;

i) « emprunt »: un emprunt contracté par un producteur auprès d'un prêteur conformément aux dispositions de la présente loi, des règlements et, le cas échéant, du certificat;

j) « prêteur »: une banque au sens de la Loi sur les banques (Statuts du Canada) ou de la Loi sur les banques d'épargne du Québec (Statuts du Canada) et une caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293);

k) « Office »: l'Office du crédit agricole du Québec;

l) « règlement »: un règlement adopté en vertu de la présente loi.

2. Au cours d'une période critique et dans le délai additionnel qui peut être fixé par règlement:

a) un prêteur peut consentir, sous le régime de la présente loi, un prêt à un producteur qui en a besoin; ou

b) lorsque l'autorisation préalable de l'Office est prescrite par règlement, celui-ci

published in the *Québec Official Gazette*;

(e) "natural disaster": major damage caused by certain elements or disturbances in nature, such as:

i. droughts, hurricanes, tornadoes, violent winds, earthquakes, landslides, electrical storms, excessive rain, floods, hail, frost and heavy snowstorms;

ii. uncontrollable fire of any origin;

iii. an insect plague beyond normal control seriously affecting a designated production; and

iv. plant and animal diseases, when their spread reaches epidemic proportions and seriously affects a designated production;

(f) "certificate": a certificate issued by the Bureau under section 2 authorizing a producer to contract a loan with a lender;

(g) "issue date of a certificate": the date shown on the certificate;

(h) "producer": a person directly engaged on his own behalf in agriculture or in a designated production;

(i) "loan": a loan contracted by a producer from a lender in accordance with this act, the regulations and, as the case may be, the certificate;

(j) "lender": a bank within the meaning of the Bank Act (Statutes of Canada) or the Québec Savings Banks Act (Statutes of Canada) and a savings and credit union governed by the Savings and Credit Unions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 293);

(k) "Bureau": the Québec Farm Credit Bureau;

(l) "regulation": a regulation made under this act.

2. During a critical period and within the additional delay which may be fixed by regulation:

(a) a lender may make, under this act, a loan to a producer who needs it; or

(b) where the prior authorization of the Bureau is prescribed by regulation, it may,

peut, au moyen d'un certificat, autoriser un tel producteur à contracter un emprunt auprès d'un prêteur.

3. Les prêts consentis sous le régime de la présente loi ont pour objet de permettre au producteur de défrayer les dépenses jugées essentielles pour poursuivre les activités inhérentes à son exploitation ou de combler l'écart entre les prix qu'il reçoit pour les produits d'une production désignée et leur coût de production.

4. Le certificat émis en vertu du paragraphe *b* de l'article 2 doit indiquer le montant maximum et la durée maximale de l'emprunt que peut contracter un producteur dans les limites établies par règlement et déterminer, s'il y a lieu, l'utilisation du produit de l'emprunt et les garanties que doit fournir le producteur au prêteur.

5. Les prêts accordés sans émission préalable d'un certificat ne peuvent excéder le montant maximum prévu par règlement ni dépasser la période maximale de remboursement qui y est fixée. Les règlements déterminent également, s'il y a lieu, l'utilisation du produit des emprunts de même que les garanties que doit fournir le producteur pour obtenir de tels prêts.

[[6. Le gouvernement garantit au prêteur le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts.

L'Office est subrogé aux droits du prêteur auquel un remboursement est effectué en vertu du présent article jusqu'à concurrence du montant ainsi remboursé.]]

7. Le taux d'intérêt sur tout prêt consenti par les prêteurs est le taux courant chargé par ces derniers dans le cours ordinaire de leurs opérations, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil fixe par règlement un taux maximum d'intérêt.

[[8. Le gouvernement peut contribuer au paiement de l'intérêt sur un emprunt. Une telle contribution, s'il y a lieu, est

by certificate, authorize such producer to contract a loan with a lender.

3. Loans made under this act are intended to enable the producer to meet expenses considered essential to pursue the activities inherent in his operation or to make up the difference between the prices he receives for produce of a designated production and their production cost.

4. A certificate issued under paragraph *b* of section 2 must state the maximum amount and the maximum duration of the loan which a producer may make within the limits determined by regulation and determine, if need be, the use of the proceeds of the loan and the security to be furnished by the producer to the lender.

5. Loans granted without prior issue of a certificate may not exceed the maximum amount provided by regulation or exceed the maximum period for reimbursement fixed therein. The regulations shall also determine, if need be, the use of the proceeds of the loans and the security to be furnished by the producer to obtain such loans.

[[6. The Government guarantees to the lender repayment of any loss in capital or interest from a loan and the expenses allowed by regulation incurred to obtain payment in capital and interest of such loans.

The Bureau is subrogated in the rights of the lender to whom repayment is made under this section up to the amount so repaid.]]

7. The interest rate on any loan granted by the lenders shall be the current rate charged by them in the ordinary course of their operations, unless the Lieutenant-Governor in Council fixes by regulation a maximum interest rate.

[[8. The Government may contribute to the payment of interest on a loan. Such contribution, if any, is provided for by

prévue par règlement qui en détermine l'étendue, la durée et les modalités d'application.]]

9. Le remboursement d'un emprunt doit être effectué dans le délai et suivant les modalités convenus entre le producteur et le prêteur, dans les limites établies par règlement.

Un producteur n'est astreint au remboursement d'aucun montant sur le principal d'un emprunt au cours de la période déterminée par règlement.

10. Aucune demande d'emprunt n'est acceptable à moins qu'elle ne soit parvenue au prêteur avant l'expiration de la période critique. L'Office doit être saisi d'une demande de certificat dans le même délai.

Tout emprunt doit être contracté dans le délai prévu par règlement.

11. Un producteur peut bénéficier de la garantie prévue à l'article 6 pour plusieurs emprunts à condition que le montant total en principal de ces emprunts ne dépasse jamais le maximum prévu dans le certificat ou dans les règlements, selon le cas.

12. Nonobstant toute stipulation inconciliable le producteur a toujours le droit de rembourser par anticipation, en tout ou en partie, le principal de son emprunt.

13. Le remboursement d'un emprunt ou du solde d'un emprunt au moyen d'un nouvel emprunt contracté par le même producteur annule le droit à la garantie du gouvernement sur ce nouvel emprunt.

Le transfert d'un emprunt à une tierce personne annule également le droit à la garantie du gouvernement à moins que ce transfert ne soit effectué dans les limites prévues par règlement.

14. L'Office peut refuser ou annuler la garantie d'un emprunt visée à l'article 6 à défaut par le prêteur d'observer les dispositions de la présente loi, des règlements ou du certificat.

15. Le producteur ou une personne qui fait sciemment une fausse déclaration en

regulation which shall determine the extent, duration and terms and conditions of application.]]

9. Repayment of a loan shall be made within the delay and according to the terms and conditions agreed between the producer and the lender, within the limits established by regulation.

No producer is bound to repay any amount on the capital of a loan during the period determined by regulation.

10. No application for a loan shall be acceptable unless sent to the lender before the expiry of the critical period. The Bureau must be seized of an application for a certificate within the same delay.

Every loan must be made within the delay provided by regulation.

11. A producer may benefit from the guarantee provided in section 6 for several loans on condition that the total capital amount of such loans never exceeds the maximum determined in the certificate or the regulations, as the case may be.

12. Notwithstanding any inconsistent provision, the producer shall always have the right to repay in advance all or part of the capital of his loan.

13. The repayment of a loan or the balance of a loan by the contracting of a new loan by the same producer shall cancel the right to the guarantee of the Government on that new loan.

The transfer of a loan to a third person shall also cancel the right to the guarantee of the Government unless such transfer is made within the limitations provided by regulation.

14. The Bureau may refuse or cancel the guarantee on a loan contemplated in section 6 if the lender fails to comply with this act, the regulations or the certificate.

15. A producer or any person knowingly making a false declaration to obtain

vue d'obtenir ou de faire obtenir un certificat ou un emprunt est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus mille dollars.

La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) s'applique aux poursuites intentées en vertu du présent article.

16. Le producteur qui, en vue d'obtenir un certificat, fait sciemment une fausse déclaration doit rembourser à l'Office les dépenses encourues en conséquence de l'émission d'un tel certificat.

Si ce producteur contracte un emprunt, il perd de plus le bénéfice du terme. Il doit, en outre, rembourser au gouvernement les montants que celui-ci a déboursés en conséquence d'un tel emprunt. Ce producteur ne peut obtenir un autre certificat par la suite.

Le producteur qui, en vue d'obtenir un emprunt ne requérant pas l'émission préalable d'un certificat, fait sciemment une fausse déclaration doit rembourser au prêteur les dépenses encourues en conséquence d'un tel emprunt. Ce producteur ne peut obtenir un autre emprunt par la suite.

17. Le producteur qui emploie le produit ou une partie du produit de l'emprunt à des fins autres que celles pour lesquelles il a été obtenu, est de plein droit déchu du bénéfice du terme. Il doit, en outre, rembourser au gouvernement les montants que celui-ci a déboursés en conséquence d'un tel emprunt.

18. Lorsque le gouvernement contribue au paiement de l'intérêt conformément à l'article 8, le producteur visé aux articles 16 et 17, en plus d'être déchu du droit à telle contribution, doit rendre à l'Office ce qu'il a reçu.

19. Le producteur dont le défaut entraîne le remboursement par le gouvernement d'une perte résultant d'un emprunt contracté en vertu de la présente loi ne peut bénéficier d'un autre emprunt en vertu du paragraphe *a* de l'article 2 sans l'assentiment préalable de l'Office.

a certificate or loan or having one obtained, is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, in addition to payment of the costs, to a fine of not more than one thousand dollars.

Part II of the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) applies to the proceedings instituted under this section.

16. A producer who, to obtain a certificate, knowingly makes a false declaration shall repay the Bureau for the expenses incurred in consequence of the issue of such certificate.

If that producer contracts a loan, he shall moreover lose the benefit of the term. He shall also repay the Government the amounts disbursed by it in consequence of the loan. The producer shall not obtain any other certificate.

A producer who, to obtain a loan not requiring the previous issuing of a certificate, knowingly makes a false declaration shall repay the lender for the expenses incurred in consequence of such loan. That producer shall not obtain any other loan.

17. A producer who uses all or part of the proceeds of a loan for purposes other than those for which it has been obtained shall of right forfeit the benefit of the term. He shall also repay to the Government the amounts it disbursed in consequence of the loan.

18. When the Government pays part of the interest under section 8, the producer contemplated in sections 16 and 17, in addition to forfeiting the benefit of that payment, must repay the Bureau the amounts he has received.

19. A producer whose default entails repayment by the Government of a loss from a loan made under this act may not obtain any other loan under paragraph *a* of section 2 without the previous consent of the Board.

20. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter tout règlement pour:

a) fixer le montant maximum, les modalités de remboursement et les autres conditions qui s'appliquent aux emprunts;

b) préciser toute expression employée dans les articles 1, 2 et 3;

c) déterminer les cas dans lesquels doit être émis un certificat en vertu du paragraphe b de l'article 2, la forme de ce certificat et les stipulations qu'il doit contenir;

d) déterminer la nature des garanties que peut exiger un prêteur;

e) déterminer la date limite avant laquelle doit être contracté un emprunt;

f) fixer, s'il y a lieu, le taux maximum d'intérêt visé à l'article 7;

g) prescrire le paiement par le gouvernement d'une partie de l'intérêt sur un emprunt et déterminer l'étendue et la durée d'une telle contribution et les modalités de paiement;

h) déterminer les conditions applicables au prêteur pour l'obtention du remboursement des pertes et des dépenses visées à l'article 6;

i) prescrire les documents et les renseignements que doit fournir un producteur qui demande un certificat ou un emprunt ou qui a obtenu un emprunt;

j) fixer la période pendant laquelle un producteur n'est astreint au remboursement d'aucun montant sur le principal d'un emprunt;

k) prescrire toute autre mesure qu'il juge appropriée pour la mise à exécution de la présente loi.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

21. Le ministre peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure tous accords avec tout gouvernement ou organisme ainsi qu'avec toute personne ou association, afin de faciliter l'exécution de la présente loi.

Le ministre possède les pouvoirs requis pour mettre ces accords à exécution.

22. La Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs d'oeufs de consommation (1972, chapitre *indiquer ici le nu-*

20. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

(a) fix the maximum amount, the terms and conditions of repayment and the other conditions applying to the loans;

(b) define any expression used in sections 1, 2 and 3;

(c) determine the cases where a certificate must be issued under paragraph b of section 2, the form of that certificate and the conditions it must contain;

(d) determine the kind of security that may be required by the lender;

(e) determine the final date before which a loan must be made;

(f) fix, if need be, the maximum rate of interest contemplated in section 7;

(g) prescribe payment by the Government of part of the interest on a loan and determine the amount and duration of that contribution and the conditions of payment;

(h) determine the conditions applicable to the lender to obtain repayment of the losses and expenses contemplated in section 6;

(i) prescribe the documents and information to be supplied by a producer who applies for a certificate or loan or has obtained a loan;

(j) fix the period during which a producer is not bound to repay any amount on the capital of a loan;

(k) prescribe any further measure he considers proper for the carrying out of this act.

These regulations shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

21. The Minister may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, make any agreement with any government or body and with any person or association to facilitate the carrying out of this act.

The Minister has the powers required to carry out such agreements.

22. The Act to promote special credit to consumer-egg producers (1972, chapter *insert here chapter number of Bill 26*) is

méro de chapitre du projet de loi 26) est repealed.
abrogée.

23. Les certificats émis, les emprunts contractés, les droits acquis, les actes posés, les obligations contractées et les procédures prises en vertu de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs d'œufs de consommation sont valides comme s'ils l'avaient été en vertu de la présente loi et son assujettis aux dispositions de celle-ci à compter de son entrée en vigueur.

24. Les règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs d'œufs de consommation resteront en vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés ou remplacés par un règlement adopté en vertu de la présente loi.

[[**25.** Les sommes dues en conséquence des garanties prévues par la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu et les autres dépenses sont payées, pour l'exercice 1972/1973, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

26. L'Office est chargé de l'application de la présente loi.

27. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

23. The certificates issued, loans made, rights granted, acts done, obligations contracted and proceedings taken under the Act to promote special credit to consumer-egg producers are valid as if they had been so under this act and are subject to it from its coming into force.

24. The regulations made under the Act to promote special credit to consumer-egg producers shall remain in force until amended or replaced by a regulation made under this act.

[[**25.** The amounts payable in consequence of the guarantees contemplated in this act shall be paid out of the consolidated revenue fund and the other expenses shall be paid, for the 1972/1973 fiscal year, out of the consolidated revenue fund and for the subsequent fiscal years, out of the moneys appropriated each year for such purpose by the Legislature.]]

26. The Bureau is entrusted with the application of this act.

27. This act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.